



Avec L'application mobile Foire Tg 2000

Foire Tg2000

20 Nov. 7 Déc. 2015 12^{ème} Foire internationale de LOMÉ Foire de toutes les opportunités

Emportez la foire avec vous partout où vous allez!!!



Design by S2SIME

Nouvelle OPINION

Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC

N°465 du 07 Décembre 2015

Prix : 250F CFA

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

13^e réunion du groupe des partenaires techniques et financiers de la politique agricole au Togo :



Col Ouro-Koura Agadazi

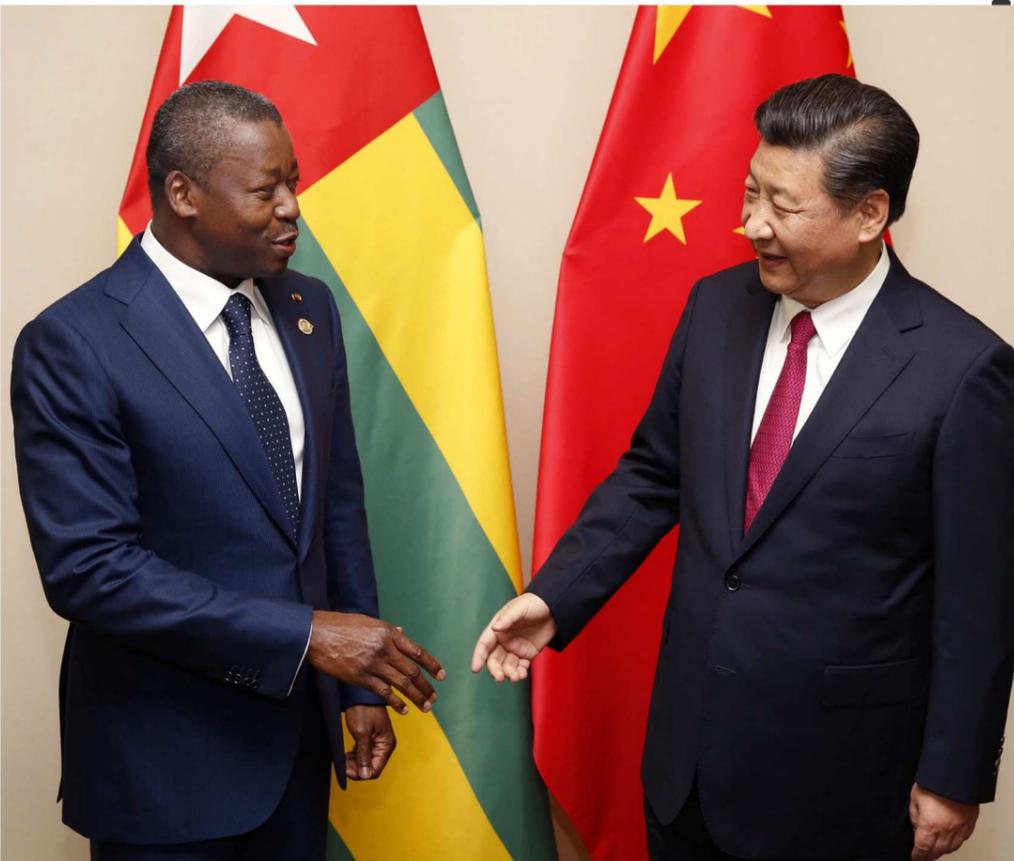
Des avancées, mais beaucoup d'effort exigé

L'OPPOSITION TOGOLAISE COMME ELLE VA : L'ANC et l'ADDI, à chacun sa route désormais

AVANCÉE DANS LA TÉLÉPHONIE AU TOGO : Le groupe Togo Télécom-Togo Cellulaire pour mieux servir les clients

DE NOUVEAUX PRODUITS À L'ACTIF DU FONDS NATIONAL DE FINANCE INCLUSIVE : L'octroi des prêts, plus qu'une réalité, la solvabilité des bénéficiaires, la grande difficulté

Sommet CHINE-Afrique à Johannesburg : Un pôle industriel et plusieurs projets d'envergure pour le Togo 60 milliards de dollars d'aide pour l'Afrique



Les Présidents Faure Gnassingbé (g) et chinois, Xi Jinping (dt)

En marge de la rencontre continentale qui a regroupé une cinquantaine de chefs d'Etat à Johannesburg en Afrique du Sud, la semaine dernière, le président Faure a eu toute la primauté d'échanger avec le président Chinois Xi Jinping. Plusieurs projets sont sortis de cette rencontre en faveur du Togo. Au cours des discussions, le dirigeant Chinois a reconnu la qualité des relations politiques et économiques avec le Togo. La Chine s'est donc engagée à renforcer la coopération dans plusieurs domaines tels que les infrastructures, l'agriculture et la santé entre autres. Le Président Xi Jinping a également émis le vœu de faire de la zone portuaire togolaise, un pôle industriel avec en toile de fond, l'implantation des entreprises chinoises créatrices d'emplois... **Suite à la page 3**

Foire internationale de Lomé / La direction de la CEET fait d'une pierre deux coups :

Réseaux de toiles d'araignée, un problème à palier pour le bien des consommateurs et de la compagnie



P.2

L'assistance lors de la sensibilisation à la Foire

LES NUMEROS VERT DE L'OTR

POUR SIGNALER TOUT FAIT SUSPECT VEUILLEZ COMPOSER **N° VERT 8280** Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT INFORMATION OU CONSEIL VEUILLEZ COMPOSER LE **N° VERT 8201** Renseignements

OTR FEDERER POUR BATIR www.otr.tg

Foire internationale de Lomé / La direction de la CEET fait d'une pierre deux coups :

Réseaux de toiles d'araignée, un problème à pallier pour le bien des consommateurs et de la compagnie

La 12ème foire internationale de Lomé a été une occasion pour les premiers responsables de l'Energie Electrique du Togo dans un premier temps de rappeler les avantages liés à l'utilisation du compteur Lafia et ensuite pour attirer l'attention des clients sur les risques des branchements électriques anarchiques communément appelés réseau de toiles d'araignée.

Il est constaté en effet que dans les périphéries de la capitale et des villes de l'intérieur du pays, plusieurs clients de la CEET s'adonnent à la commercialisation et aux branchements illicites du courant électrique. Cet état de fait crée non seulement des manques à gagner à la compagnie mais aussi présente un grand risque pour les consommateurs. Selon la direction de la CEET, ces branchements anarchiques occasionnent déjà une perte de plus de 20 milliards de nos francs.

La mission de la CEET selon la direction, c'est de fournir de l'électricité à toute la population togolaise qui dépend à 95% d'importation de l'énergie électrique tout en démantelant le réseau de toile d'araignée sans cesse croissante dans les grandes



Le stand de la CEET à la Foire Togo 2000

villes du Togo.

Les énergies renouvelables, les projets de distribution électrique à la CEET et le comptage prépayé ajouté à tous ses avantages demeurent la meilleure solution pouvant permettre de réduire les réseaux de toiles d'araignée.

S'agissant plus précisément du compteur Lafia, un produit que la CEET continue de proposer à ses clients, il y a lieu de lister ici quelques avantages :

- le client de la CEET détenteur du compteur Lafia achète le crédit selon ses besoins et sa trésorerie ;
- le ticket de chaque client est

spécifique à son compteur ;

- les coupures du courant ou les pannes électriques n'ont aucun effet financier sur l'usage du compteur Lafia ;

- en cas de changement de compteur, la CEET restitue le crédit disponible dans le compteur.

Société citoyenne, la CEET n'a pas l'intention d'user de la force pour mettre fin à la pratique des toiles d'araignée, mais elle privilégie la voie de la sensibilisation pour amener les contrevenants à comprendre le risque qu'ils encourrent et les pertes qu'ils occasionnent à la compagnie et par ricochet au pays tout entier.

La Rédaction



L'assistance lors de la "journée de la CEET"

Lutte contre les violences faites aux femmes au Togo :

16 jours de campagne et d'activisme lancés par le Gouvernement

Pour protéger les droits des femmes et lutter contre les violences sexuelles que subissent les femmes et les jeunes filles, la ministre de l'action sociale de la promotion de la femme et de l'alphabétisation Mme Tchabinandi Kolani YENTCHARE a procédé le vendredi 27 novembre dernier au lancement des 16 jours de campagne et d'activisme contre les violences faites aux femmes sur toute l'étendue du territoire nationale.

Ce sont des violences sexuelles qui sont de nos jours, répandues dans toutes les couches sociales sans distinction de niveau d'instruction, de culture ou de religion. Tout en se manifestant aussi bien dans les lieux publics que privés, dans la rue, à l'école, sur les lieux de travail et dans les foyers, ces violences portent atteinte à la dignité et à l'intégrité de la femme et surtout de la jeune fille. Signalons qu'en milieu scolaire, les conséquences

Journée internationale des personnes handicapées :

L'APEHM sensibilise la population pour une meilleure prise en charge

L'Institut Médico-Pscho Pédagogique (IMPP) " l'ENVOL " a, dans le cadre de la journée internationale des personnes handicapées, organisé une conférence débat le jeudi 03 décembre dernier à l'hôtel Acropolis. Placée sous le thème " problématique du handicap mental et sa prise en charge au Togo " cette conférence a servi de cadre d'échange et de sensibilisation sur les problèmes que vivent les handicapés mentaux, et a permis aux premiers responsables de dévoiler les différentes actions qu'ils mèneront dans les jours à venir.



La table d'honneur

Selon les premiers responsables de l'Association pour la Promotion de l'Enfant Handicapé Mental (l'APEHM), les problèmes que pose le handicap mental sont énormes. C'est une situation désastreuse qu'ils vivent au jour le jour, mais par l'appui de l'Etat Togolais ils sont arrivés à remonter un temps soit peu les difficultés.

Cependant beaucoup de choses restent à faire à leur égard car aujourd'hui il s'avère important de relever le nombre total

des enfants en situation de handicap mental au Togo, de pouvoir sensibiliser les parents pour la prise en charge de ces enfants, de les accepter dans la société et enfin d'étendre leur structure l'ENVOL dans toute les villes du Togo.

C'est pourquoi ils lancent un appel pressant à tous les partenaires à leur venir en aide. Pour mieux faire connaître l'Institut Medico Psycho Pédagogique au public, une journée porte ouverte est prévue par les premiers responsables dans les semaines

qui suivront.

Aussi pour marquer les fêtes de fin d'année, et donner de la joie à ces enfants, il est prévu une grande fête à leur endroit, ceci pour prouver que les enfants en situation d'handicap mental doivent vivre comme tout autre enfant et doivent être aussi valorisés.

L'Association pour la Promotion de l'Enfant Handicapé Mental (l'APEHM) est créée depuis 1990.

Elom



L'assistance lors de la rencontre

C'est le Palais des congrès de Lomé qui a servi de cadre pour la cérémonie de lancement qui a connue la présence massive des élèves, des enseignants, des parents ainsi que des partenaires techniques et financiers.

Selon une étude réalisée en 2010 par le ministère chargée de la promotion de la femme, il ressort qu'au Togo plus de 33% des femmes sont victimes des violences sexuelles: harcèlement sexuel, viol, inceste, mariage et grossesses précoces, etc.

de ces violences sexuelles sont très visibles sur le taux de maintien dans le cursus scolaire. C'est donc un phénomène qui reste une priorité à combattre à tout prix.

C'est ainsi que le Togo pour sa part, a choisi d'orienter les réflexions autour de la " lutte contre les violences sexuelles à l'égard des filles " car ces violences sexuelles constituent un des obstacles à leur éducation.

Elom

Sommet CHINE-Afrique à Johannesburg : Un pôle industriel et plusieurs projets d'envergure pour le Togo 60 milliards de dollars d'aide pour l'Afrique

En marge de la rencontre continentale qui a regroupé une cinquantaine de chefs d'Etat à Johannesburg en Afrique du Sud, la semaine dernière, le président Faure a eu toute la primauté d'échanger avec le président chinois Xi Jinping. Plusieurs projets sont sortis de cette rencontre en faveur du Togo. Au cours des discussions, le dirigeant chinois a reconnu la qualité des relations politiques et économiques avec le Togo. La Chine s'est donc engagée à renforcer la coopération dans plusieurs domaines tels que les infrastructures, l'agriculture et la santé entre autres. Le Président Xi Jinping a également émis le vœu de faire de la zone portuaire togolaise un pôle industriel avec en toile de fond, l'implantation des entreprises chinoises créatrices d'emplois.

Les deux hommes d'Etat ont aussi discuté du barrage d'Adjarala. C'est dans ce sens que, le groupe chinois Sino hydro Africa a signé avec le gouvernement du Bénin et du Togo un mémorandum pour la construction de ce barrage avec une capacité de 147 mégawatts sur le fleuve du Mono. M. Xi Jinping a donné son accord pour le financement de ce projet. Sur le plan économique, la Chine est portée sur la construction d'un corridor ferroviaire. En ce qui concerne le volet sécuritaire, le gouvernement chinois s'engage à soutenir le Togo dans le cadre du sommet sur la sécurité maritime et le développement qui se tiendra à Lomé en 2016. La Chine fournit à cet effet une assistance technique et financière aux autorités togolaises dans le cadre de ce sommet.

A la clôture de ce sommet sino-africain samedi dernier à Johannesburg, la Chine s'est impliquée à accompagner l'Afrique en général avec l'octroi d'un total de 60 milliards de dollars d'aide financière incluant 5 milliards de dollars à un taux zéro et 35 milliards de prêt préférentiel. Ces 60 milliards de dollars seront destinés à financer 10 programmes de coopération sur trois ans dans les domaines de l'agriculture, de l'industrialisation, de la réduction de la pauvreté et de la santé entre autres. L'annonce qui a sans nul doute réjoui les participants à ce sommet est bien l'effacement de la dette gouvernementale sans intérêt échus fin 2015 pour les pays les moins avancés.

Dans le cadre d'un programme de paix et de sécurité, le président chinois a émis l'idée

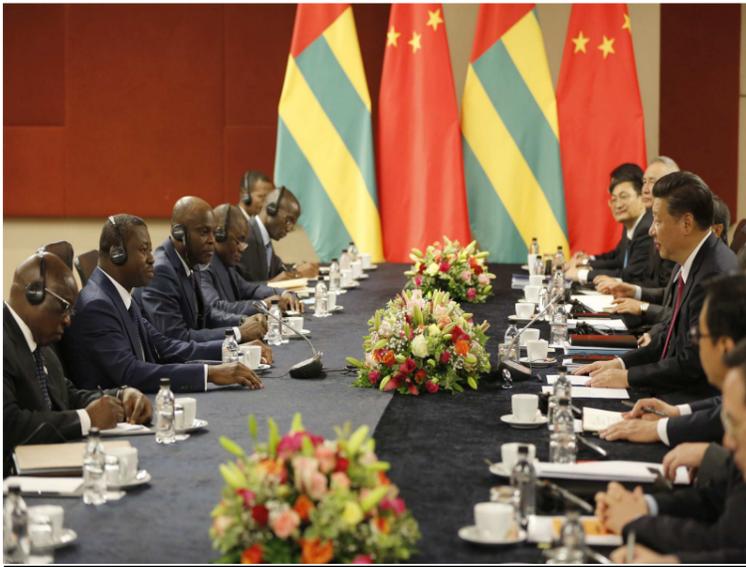
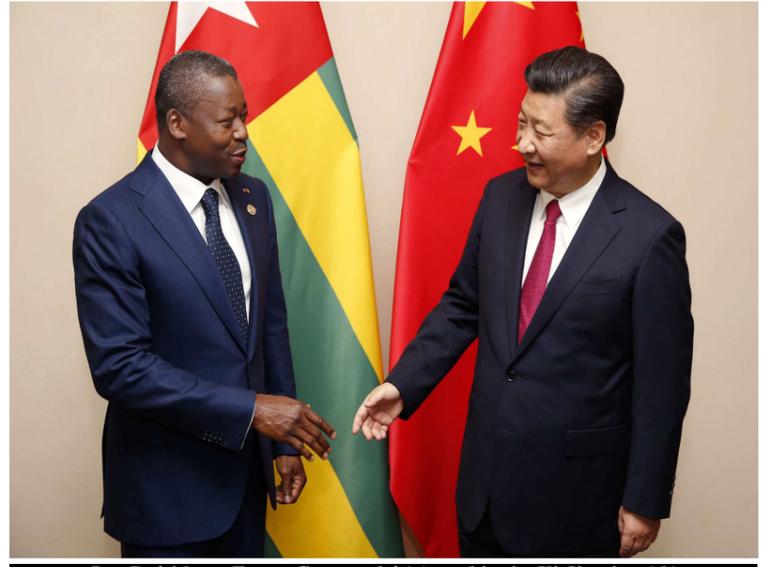


Table ronde



Les Présidents Faure Gnassingbé (g) et chinois, Xi Jinping (dt)

d'appuyer la construction et les opérations d'une force permanente africaine qui aura une capacité de réaction rapides aux crises. Enfin, une formation en Afrique de 200 000 techniciens et en Chine de 40 000 Africains a été aussi une préoccupation du président Xi Jinping.

Depuis plusieurs années, la Chine est présente en Afrique avec des appuis techniques et financiers qu'elle ne cesse d'apporter au continent noir. Ceci est visible à travers les actions concrètes notamment la construction des infrastructures routières, énergétiques, les gros bâtiments et des centres commerciaux. Au Togo, la Chine a toujours témoi-



Les Présidents Faure Gnassingbé (g) et sud-africain, Jacob Zuma (dt)

gné son soutien indéfectible dans plusieurs domaines.

Ce sommet Chine-Afrique, deuxième du genre qui s'inscrit dans le cadre du forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), a été une opportunité pour la Chine de réitérer sa présence en Afrique avec des projets de grandes envergures pour l'Afrique en général et d'être au chevet du Togo dans plusieurs domaines.

Notons qu'à l'ouverture de cette rencontre, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a été accueilli par son homologue Sud-Africain Jacob Zuma.

Nouvelle Opinion

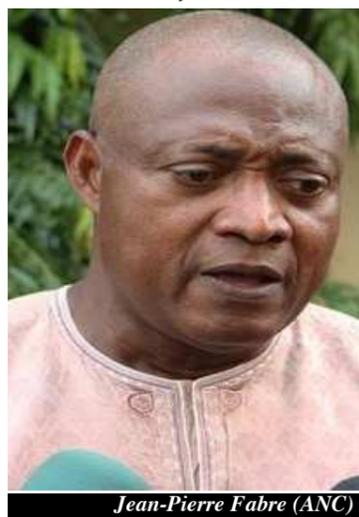
L'opposition togolaise comme elle va :

L'ANC et l'ADDI, à chacun sa route désormais

Les incidents de Mango des 06, 07 et 26 novembre dernier continuent de faire des vagues au sein de la population au point même de diviser la classe politique dans son ensemble. Si certains partis de l'opposition jettent du discrédit sur le pouvoir en affirmant fallacieusement que le gouvernement est mouillé jusqu'au cou dans cette affaire, au sein de l'opinion, certains s'accordent à reconnaître les efforts consentis par le gouvernement dans la recherche d'une solution durable. Dans les rangs des leaders de l'opposition, la division est profonde face à ce sujet.

L'ANC et son ancien allié ADDI ne sont pas sur la même longueur d'onde dans la gestion de cette affaire de réhabilitation de la faune de l'Oti. Depuis que cette affaire a déclenché, l'ADDI avait demandé la démission des autorités locales en mettant sur pied une pétition qui allait recueillir un certain nombre de signatures.

Pour Jean-Pierre Fabre dont



Jean-Pierre Fabre (ANC)



Prof Aimé Gogué (ADDI)

les propos sont aux antipodes de l'apaisement, il avait estimé que ce serait une mauvaise stratégie que de "s'attaquer au menu fretin en laissant en paix les gros morceaux".

Face à la pétition initiée par ADDI pour réclamer le départ des autorités locales qui ont géré cette affaire, le président de l'ANC, en ce qui le concerne avait déclaré qu'il n'est pas question que ses militants et sympathisants apposent une quel-

conque signature sur celle-ci. Dans le même registre, on s'en souvient il y a de cela quelques jours que, le Secrétaire Général de l'ADDI, M. Walla Kperkouma avait réagi sur une radio de la place en balayant du revers de la main le manège de l'ANC qui, pour lui, est destiné à contredire la position de l'ADDI.

Pour le SG de l'ADDI, il se dit ne pas être opposé au point de vue de l'ANC sur ce sujet des aires protégées. En revanche, il

avait expliqué combien l'appel lancé par l'ANC pour demander à ses militants de ne pas attacher crédit à ce projet, pose de nouveau, le problème du combat mené par l'opposition dans son entièreté. M. Kperkouma s'était inscrit en faux face à la position de l'ANC qui avait demandé la démission pure et simple du gouvernement.

Pour l'ADDI du professeur Aimé Gogué Tchabodé, si l'ANC veut, pour un petit problème de canton ou de famille s'attaquer au président de la république, on se pose la question de savoir, dans quel pays on est ?

Aujourd'hui, la donne a changé avec la décision du gouvernement de démettre le préfet de l'Oti de ses fonctions en remplacement du commandant Ouadja Gbandi. La démission des responsables locaux de Mango, réclamée par ADDI avec en toile de fond une pétition semble avoir un gain de cause. Cependant, la réaction de l'ANC

Suite à la page 6

De nouveaux produits à l'actif du fonds national de finance inclusive : L'octroi des prêts, plus qu'une réalité, la solvabilité des bénéficiaires, la grande difficulté

Le gouvernement togolais, dans le souci de réduire la pauvreté, a lancé depuis 2014, le Fonds National de la Finance Inclusif (FNFI) en faveur des populations vulnérables dont les chances d'accès aux services financiers sont très minces. Le tout premier produit, l'Accès des pauvres aux services financiers (APSEF) ayant servi d'un coup d'essai a bien démontré que les populations togolaises sont plus que dans le besoin financier pressant. L'engouement a été très remarquable sur toute l'étendue du territoire national. Il s'était agi pour cette première expérience d'octroyer une modeste somme de 30.000 francs aux personnes les plus vulnérables qui devront effectuer le remboursement sur une durée de six mois avec un faible taux d'intérêt. Les bénéficiaires de ce produit FNFI devraient voir l'offre plus élevée s'ils parviennent à respecter leurs engagements des deux premiers prêts obtenus auprès des agences de micro finance agréées.

Aujourd'hui, c'est deux nouveaux produits qui sont encore offerts par le FNFI. Il s'agit de l'Accès des jeunes aux services financiers (AJSEF) et de l'Accès des agriculteurs aux services financiers (AGRISEF). C'est à travers le lancement du Processus de Making access to financial services possibles (MAP) par le Premier ministre Komi Sélom Klassou en présence des partenaires technique et financiers que démarrent ces deux nouveaux produits du FNFI au Togo.

L'objectif dudit MAP est de renforcer l'inclusion financière grâce à un diagnostic basé sur une analyse approfondie de la réglementation en vue d'élargir cette opportunité inclusive aux personnes les plus vulnérables que sont généralement les femmes, les jeunes et les populations vivant en milieu rural.

AJSEF a pour mission de toucher 20 000 jeunes âgés de 18 à 40 ans, en fin d'apprentissage et diplômés sans emploi ayant la volonté de se prendre en charge. C'est un crédit maximum de 300 000 FCFA remboursable en 12 mois à un faible taux d'intérêts de 8% selon, a-t-on précisé. Tout calcul fait, en dehors des frais d'adhésion, les contractants auront à rembourser au bout d'un an une somme de 324.000 francs.

Avant toute chose, c'est le lieu de saluer une telle initiative du gouvernement togolais. Cette politique est à plus d'un titre à encourager car elle permet non seulement à la jeunesse sans emploi d'être à l'abri de la pauvreté extrême mais aussi, elle pousse les jeunes diplômés au chômage à créer de l'emploi et à se connecter dans le circuit de la production et dans la vie active. Il est temps que les Togolais effacent dans leur esprit cette idée qui fait croire que le seul emploi décent, c'est celui d'être un agent de l'Etat ou un quelconque salarié qui attend chaque fin du mois pour être payé.

Cet état de fait qui fait de cette catégorie de travailleurs des consommateurs secs jamais

intégré dans la chaîne de la production demeure le grand mal qui ronge les populations togolaises très peu enclines à la créativité et l'esprit d'entrepreneuriat et qui a longtemps inculqué dans les esprits que le bonheur, c'est uniquement dans la fonction publique, ce qui se révèle aujourd'hui archi faux lorsque nous jetons un regard attentif sur le secteur informel en plein essor dans la sous-région et au Togo.

L'une des preuves que le FNFI n'est pas, comme aiment le dire si bien les adversaires politiques du président de la République, un machin pour servir de la campagne électorale est que même au lendemain de la victoire du Président Faure Gnassingbé, ses collaborateurs, en l'occurrence la ministre du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi continuent de se battre farouchement en faveur de la jeunesse sans emploi avec une gamme de nouveaux produits plus prometteurs. Il ne s'agit plus d'attendre les moments de la campagne électorale pour donner l'impression que le seul souci des hommes politique est de flatter l'électorat par de fausses pro-



Mme Victoire Dogbé, ministre du Développement à la Base

messes à la veille de chaque élection. La croissance démographique suit aujourd'hui le même rythme que le taux du chômage et seul le secteur de l'informel reste la seule alternative pour réduire la pauvreté et c'est ce pourquoi l'autorité se bat pour éviter que la jeunesse ne sombre dans un chômage à vie et de mourir sans avoir vécu.

Mais attentions aux débiteurs insolubles

Il est bien précisé que AJSEF a pour mission de toucher des milliers de jeunes diplômés sans emploi ou en fin d'apprentissage ayant la volonté de se prendre en charge. Nous trouvons bien sûr cette offre louable et l'opportunité assez grande pour cette frange de la population en proie au chômage et à la pauvreté. Mais au même moment, il serait assez risquant de banaliser les difficultés de remboursement auxquelles les contractants pourraient faire face. Le problème est réel et cela

est à prendre en compte si l'on souhaite que le FNFI soit un projet viable. Même avec le tout premier produit relatif aux prêts de 30.000 francs aux femmes et aux jeunes vulnérables nos enquêtes ont montré que le remboursement n'a pas été facile pour un grand nombre de personnes. Si tel est le cas, qu'en sera-t-il du remboursement de 300.000 francs ? se demande-t-on.

Les raisons qui nous poussent à craindre un probable remboursement difficile sont assez simples. Aujourd'hui, la majorité des populations togolaises est vulnérable et tout le monde se bat chaque jour pour sortir la tête de l'eau ou des sentiers battus mais en vain. C'est pourquoi presque les populations des villes et des villages courent vers toute structure apte à prêter de l'argent aux nécessiteux. Pour la plupart du temps, les bénéficiaires de ces prêts cherchent en premier lieu à régler leurs petits problèmes pressants et vitaux avant de pen-

ser à monter une activité génératrice de revenus. Aussi, au cas où les soucis financiers sont de taille, ces derniers emportent une grande partie des sous empruntés. Dans ces conditions, le contractant a de faibles chances de pouvoir rembourser facilement le montant obtenu du prêt.

Par ailleurs, Il faudra également insister sur la formation des demandeurs de prêts FNFI afin que n'importe qui n'entreprenne un projet sans aucune étude du terrain et du marché au préalable. D'après les informations qui nous parviennent, bon nombre de personnes courent dans tous les sens pour avoir accès à ce prêt, non pas parce qu'elles veulent traduire dans les faits les activités dans lesquelles elles ont été formées, mais parce que tout simplement elles veulent faire du commerce et c'est là que se situe notre inquiétude. Rembourser une somme de 300.000 francs en 12 mensualité avec intérêt aussi faible soit-il n'est pas aussi aisé si l'on y prend garde. Il nous a été rapporté que des femmes ont été obligées de fuir leur villages pour le Bénin ou le Nigéria à cause de leur incapacité de rembourser les prêts contactés.

Les services compétents du FNFI sont donc avertis et ont le devoir de bien former et informer les chômeurs et les populations vulnérables avant de leur prêter les 300.000 francs à rembourser un an.

APO

L'opposition togolaise comme elle va : L'ANC et l'ADDI, à chacun sa route désormais

Suite de la page 3

face à cette décision n'a pas changé d'un iota.

Face à l'incident de plus à Mango, précisément le 26 novembre 2015 qui a conduit le gouvernement au conseil des ministres à prendre des décisions exécutoires, l'ANC est restée campée sur sa position. Pour le parti de Jean-Pierre Fabre, cette manifestation réprimée est condamnable. L'ancien lieutenant de Gilchrist Olympio et ses compagnons d'infortune déplorent qu'il y a des morts de plus dans ce dossier. L'ANC demande donc la libération des détenus dans cette affaire.

A présent, l'ADDI n'a pas réagi officiellement depuis que

le désormais ancien préfet de l'Oti a été démis de ses fonctions. Ce qui conforte la division entre les deux anciens alliés est que, l'ANC persiste en rétorquant que, cette violence contre les populations est imputable au régime en place qui doit démissionner. Or dans l'entendement de l'ADDI, seuls les responsables locaux qui ont géré le dossier doivent être révoqués. C'est ce que, le gouvernement, conscient du spectre de la violence qui risquait d'envenimer la situation a pris comme décision en ordonnant la mise aux arrêts du préfet.

Cette affaire des aires protégées, n'a pas encore eu un dénouement. Mais les acteurs

impliqués ne lâchent pas prise pour calmer les rancœurs en allant aux discussions.

Tous les Togolais sont conscients de la problématique de gestion des aires protégées de Mango.

Somme toute, chacun est libre de donner son avis dans ce dossier qui suscite des commentaires. Mais plus que jamais, les leaders sont encore une fois divisés en l'occurrence l'ADDI et l'ANC qui dans un passé récent ont toujours épousé les mêmes positions.

Au demeurant, c'est un véritable désamour entre les anciens acolytes qui ont combattu ensemble.

La Rédaction

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'information-général, d'analyse et de publicité
Récepissé -°0149/14/03/01/HAAC
Siège: Adidoadi-, PAvée prolo-gé,
2ème carré après Pharmacie
Le Galie-

Directeur de Publication:-

El Hadj TCHAGNAO Arimiyao
Cel:91 36 37 55
jea-tchag-ao@yahoo.fr

Secrétariat de la Rédaction:-

Agbékpo-ou Ju-ior

Rédacteurs :

Tchag-ao
El Hadj Arimiyao
Agbékpo-ou Ju-ior
Ramzad
Maroi-e Tchag-ao
Pierre Pouli

Imprimerie:

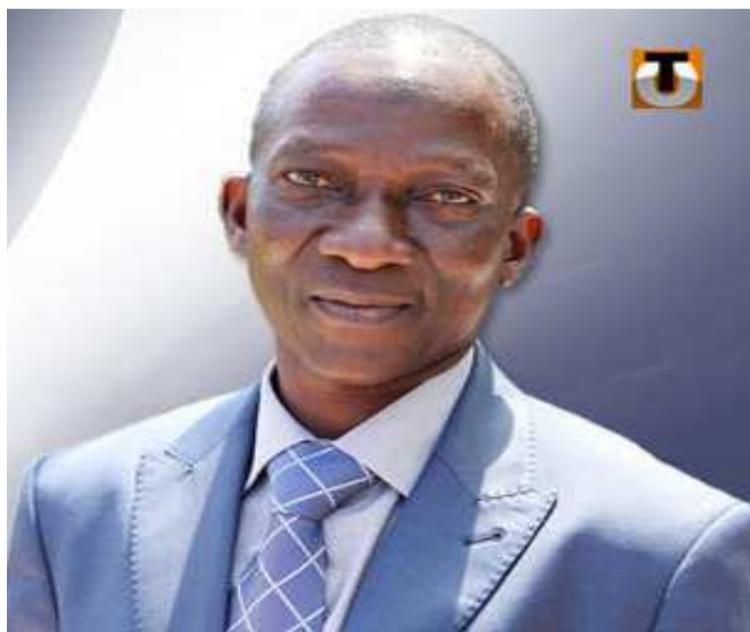
La Colombe

Tirage :

2.000 exemplaires

13e réunion du groupe des partenaires techniques et financiers de la politique agricole au Togo : Des avancées, mais beaucoup d'effort exigé

L'agriculture togolaise se porte mieux. Cette assertion se justifie, vu des efforts du gouvernement togolais par le truchement du ministère de l'agriculture qui a su mettre à la disposition des agriculteurs des projets pas des moindres. Il s'agit du PNIASA, du PASA, du PADAT, du PPAO entre autres.



Col Ouro Koura Agadazi, ministre en charge de l'Agriculture

Ces projets destinés à assurer une sécurité alimentaire pour les Togolais s'inscrivent dans un vaste chantier entrepris par le chef de l'Etat Faure Gnassingbé depuis son accession à la magistrature suprême avec l'appui technique et financier de la banque mondiale, et du FIDA. A mi-parcours de ces projets à l'actif du ministère de l'agriculture sous la houlette du colonel Agadazi Ouro-Koura, les partenaires techniques et financiers de cette politique agri-

cole au Togo se sont retrouvés pour les 13ème fois consécutives au cours d'une réunion.

C'était le 27 novembre dernier au ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'hydraulique. Les

représentants des partenaires techniques, le ministre en charge de l'agriculture, les chefs des projets, le personnel et un parterre de journalistes ont pris part à cette réunion de restitution.

Au cours de cette réunion, les partenaires ont reconnu les efforts du gouvernement togolais en matière de sécurité alimentaire, mais note cependant des insuffisances qui nécessitent plus d'implications des acteurs pour relever le défi alimentaire qui s'impose à tous à l'horizon 2030.

Il faut préciser qu'après plusieurs années de mise en œuvre de ces projets, les résultats escomptés sont encourageants. Au Togo, le secteur de l'agriculture a énormément contribué à l'essor de l'économie nationale avec 4,5%. Cette croissance s'inscrit dans la droite ligne du discours

d'Avril 2014, du chef de l'Etat Faure Gnassingbé qui a fait de ce secteur, une priorité de réduction de la pauvreté.

Aujourd'hui, il faut apprécier à sa juste valeur les appuis financiers et techniques de l'UE, le FIDA et la Banque Mondiale qui ne lésinent pas sur les moyens pour relever la politique agricole au Togo. La 13e réunion des partenaires techniques et financiers a donc insisté sur le fait que, le Togo doit continuer dans ce sens car l'enjeu est de taille. Les partenaires techniques et financiers ont également soulevé certaines faiblesses qui nécessitent de redoubler beaucoup d'efforts pour hisser l'agriculture togolaise dans le firmament du développement intégral.

ALASSANI

Organisation d'activités extrascolaires :

La CNT/EPT-TOGO lance le guide d'organisation méthodique des sorties pédagogiques

L'école est un lieu par excellence d'acquisition de connaissances. Elle reste ouverte à toutes les catégories de personnes et en accueille des milliers de par le monde. Il est souvent organisé des activités extrascolaires telles que les sorties pédagogiques pour faire découvrir aux apprenants des réalités. Cependant, la planification de ces sorties n'est toujours pas une pratique courante et les apprenants éprouvent de la peine à maximiser les avantages que leur réservent ces différentes sorties. C'est ce qui a amené le coordina-

teur national de la CNT/EPT-TOGO M. Marcel Yao TOÏ, en collaboration avec les spécialistes de l'éducation à lancer le 24 novembre dernier à DIFOP le guide d'organisation méthodique des sorties pédagogiques.

Par ce guide, il ressort qu'une sortie pédagogique comme la visite de la foire ne s'improvise pas forcément. Selon les initiateurs, une école qui connaît le fonctionnement d'une sortie pédagogique à la foire et qui se soucie de la réussite scolaire et

professionnelle de ses élèves, doit préparer minutieusement cette sortie pédagogique. D'après eux, cette phase préparatoire à la visite de la foire va consister à sensibiliser les élèves à l'école en leur expliquant les avantages qui les attendent sur le site. Ainsi chaque établissement doit choisir en son sein un comité pédagogique de l'école qui doit s'imprégner en amont des réalités de la foire. Comme la foire constitue une idéale occasion pour les élèves de découvrir la gamme de métiers qui s'offre à eux, elle



doit, selon les initiateurs de ce guide arriver à chercher les voies et moyens pour satisfaire la curiosité des apprenants et non pas pour faire un fonds de commerce.

Etant donné qu'aucune œuvre n'est parfaite, les initiateurs du guide ont trouvé que le comité d'organisation de la foire doit élaborer nécessairement dans les éditions à venir un questionnaire qui va répondre à la fois aux différentes préoccupations de la foire et de la clientèle. Ce questionnaire doit être élaboré conjointement par les acteurs de l'éducation, les spécialistes de sciences de l'éducation, les sociologues et anthropologues de l'éducation. Dans un deuxième temps, le questionnaire doit être administré aux élèves ayant participé à la foire. Ceux-ci auront l'occasion de donner leur point de vue sur le fonctionnement de la

foire et la satisfaction de leurs besoins. Dans un troisième temps, les questionnaires seront collectés et dépouillés par les mêmes spécialistes. C'est un dépouillement qui selon eux, permettra de voir si les objectifs pour ce qui concerne les établissements scolaires sont atteints. Il permettra également de savoir si les élèves ont été satisfaits ou non.

Pour finir les initiateurs ont proposé que ce traitement puisse être sanctionné par une série de recommandations pouvant aider la foire elle-même à mieux améliorer ses prestations éducatives dans les prochaines éditions.

Signalons que ce guide comprend trois parties à savoir : les conditions générales d'organisation des sorties pédagogiques, les sorties pédagogiques à la foire et l'initiation des élèves à la recherche.

Kodjovi

Promotion des sources d'énergies renouvelables :

Le GREAT appelle les togolais à une réflexion approfondie

Le lundi 23 novembre dernier le Groupe de Réflexion sur les Energies Alternatives au Togo (GREAT) a organisé sur le site de la foire Togo 2000 une rencontre avec la presse. Le Groupe de Réflexion sur les Energies Alternatives au Togo est composé d'entreprises, des ONG, des cabinets et des associations. Cette rencontre a permis à l'ONG de présenter d'une part les membres du bureau, et de sensibiliser la population sur les avantages de la promotion des énergies renouvelables d'autre part.

Créé le 17 février 2015 aux termes des travaux d'un atelier

qui a porté sur le thème " quel mécanisme innovant pour réduire la pauvreté énergétique au Togo ", GREAT a été porté sur les fonds baptismaux le mercredi 18 novembre dernier au cours d'une assemblée générale constitutive. Son but principal est de mener des réflexions et des actions de plaidoyer pour la réduction de la pauvreté énergétique au Togo dans le respect de l'environnement. L'énergie, sa production comme sa maîtrise, est un enjeu essentiel pour le climat, en même temps qu'un important levier de développement et de création d'activités.

Aujourd'hui le renouvellement

naturel des énergies renouvelables ou alternatives est assez rapide pour qu'elles puissent être considérées comme inépuisables à l'échelle de temps humaine. Devenues incontournables dans le développement futur de la planète, les membres du GREAT ont appelé à la collaboration de tout un chacun à savoir le gouvernement, les associations, les ONG, les médias, les entreprises, les sociétés et les partenaires à accorder un crédit particulier à ces sources d'énergie afin qu'elles puissent rentrer dans les habitudes des populations.

Elom

Protection de l'environnement et lutte contre les catastrophes naturelles : **Le PGICT appelle les acteurs à redoubler d'effort**

Un atelier d'échange sur la mise en œuvre du Projet de Gestion Intégrée des Catastrophes et des Terres (PGICT) a eu lieu dans la salle de réunion de l'ODEF les 24 et 25 novembre dernier. Ouvert par le secrétaire général M. El Adj SAMA Boundjouw, cet atelier a permis de mesurer le chemin parcouru dans la mise en œuvre du PGICT, de relever les avancées, mais également les difficultés dans l'exécution des activités à tous les niveaux.

Depuis sa mise en œuvre au Togo, le PGICT a permis le renforcement des capacités de tous les acteurs concernés en termes de matériel et de formation, et de sensibilisation. Les communautés rurales ont bénéficiés dans le cadre de ce projet d'un appui financier de la banque mondiale à l'ordre de deux milliards de

francs CFA. Un appui qui a renforcé la lutte contre les différents risques de catastrophe et de dégradation des terres.

Toujours dans le souci de réduire la vulnérabilité des populations exposées aux risques naturels et à s'adapter aux changements climatiques, le PGICT dans sa composante 3 organise et conduit la mise en place et l'opérationnalisation d'un Système d'Alerte Précoce (SAP) national pour alerter les communautés sur les inondations possibles et leur permettre de prendre les mesures appropriées pour protéger les vies et les biens.

Le projet dans sa mise en œuvre contribue à l'amélioration des piliers du SAP, indispensable pour son efficacité. Le PGICT devient le pionnier de la mise en œuvre communautaire des sauvegardes environnementales et

sociales.

En effet, depuis le début du projet, la prise en compte de ces mesures telles que prescrites dans les documents de l'accord de don entre le gouvernement du Togo et le groupe de la banque mondiale, a été au centre des préoccupations de l'équipe de coordination et des communautés bénéficiaires.

Bien que cette équipe de coordination ait été très dynamique sur le terrain, les besoins sont encore immenses, et les impacts des changements climatiques ainsi que des risques de catastrophes sont sans cesse croissants.

C'était l'occasion pour le secrétaire général de remercier la banque mondiale dont le concours leur a permis d'entamer l'accélération de l'exécution des activités que ce soit au niveau de la passation des marchés comme



Photo de famille des acteurs lors de la formation

au niveau de l'exécution des activités communautaires. Il n'a pas passé sous silence le dévouement récent au sujet de la saisie des comptes à AGAIB Maritime.

C'est ainsi qu'il a profiter de cet atelier pour rappeler à tous les partenaires d'exécution du PGICT que les fonds mis à leur disposition sont des fonds publics

qui sont destinés uniquement et exclusivement à la mise en œuvre des activités bien définies dans le document du projet.

Signalons qu'une visite de terrain a permis à la banque mondiale d'être rassurée quant à l'atteinte des résultats du projet.

Junior

Prestation de serment de la 11ème vague de volontaires : **De nouveaux volets "Jeunes déscolarisés" et "volontariat international de réciprocité" lancés**

Le 05 décembre de chaque année, il est célébré dans le monde entier la journée internationale des volontaires. Au Togo l'évènement a été marqué par une cérémonie de prestation de serment des volontaires nationaux de la 11ème vague suivie du lancement officiel des volets "jeunes déscolarisés" et "volontariat international de réciprocité". Placée sous le thème "le monde bouge, et toi ? Deviens volontaire" cette 11ème vague a été lancée par Mme Victoire TOME GAH DOGBE ministre du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes qui avait à ses côtés le représentant résident adjoint du PNUD au Togo M. Siaka COULIBALI, le chef de délégation de l'Union Européenne M. Nicolas Berlanga Martinez et le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique M. Nicoué BROOM.



La 11ème vague des volontaires prêtant serment samedi dernier

Au total 2423 nouveaux candidats font leur entrée dans la grande famille des volontaires nationaux, portant aujourd'hui le nombre total à 8000 volontaires déployés sur toute l'étendue du territoire national depuis le l'adoption du programme. Un programme qui a permis à des milliers de jeunes de consacrer leur temps et de mettre leurs compétences et leurs ressources au service de la nation. C'est ce qui donne raison aux autorités de ce pays qui ont foi en eux et qui compte sur leur potentialité pour atteindre les nouveaux Objectifs de Développement Durable de l'après 2015 et ceux de la vision

Togo 2030.

Cette année, la célébration de cette journée intervient dans un contexte très particulier où le volontariat a fait du chemin pour l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le Développement. Pour cette 11ème vague, 1000 volontaires jeunes déscolarisés ont pris l'engagement de se lancer dans des missions dont la durée variera entre trois et six mois pour des travaux d'intérêt national ou communautaire. Il s'agit d'une des décisions salutaires du gouvernement Togolais et du Chef de l'Etat. Des ambitions qu'ils nourrissent nuit et jour pour favoriser une croissance inclusive à laquelle participeront toute les couches de la société. A travers ce nouveau volet, le gouvernement Togolais permettra aux jeunes de 18 à 35 ans de servir sur des thématiques précises du développement communautaire, notamment la préservation de l'environnement, le travail communautaire, le renforcement du système

sanitaire et éducatif etc. Aujourd'hui nul ne peut le démentir car le volontariat est devenu une réalité au Togo. Une réalité qui a

permis à l'Agence Nationale du Volontariat au Togo (l'ANVT) de diversifier ses services en étendant ce concept non seulement aux jeunes déscolarisés, mais aussi aux personnes du 3ème âge, à la diaspora et à l'international. En ce qui concerne le volontariat international, signalons que c'est le fruit de l'ambition de l'ANVT de pouvoir participer à la promotion et au développement d'une coopération internationale entre les pays, fondé sur l'échange et la solidarité.

Pour M. Siaka COULIBALI représentant résident adjoint du PNUD au Togo la contribution des volontaires reste précieuse, notamment en tant qu'instrument principal de la participation populaire, élément clé du succès de la péren-

nité du développement. D'où la nécessité d'encourager tous les jeunes à mobiliser leur énergie et leur talent en se portant volontaire.

Mme Victoire TOME GAH DOGBE a pour sa part profité de l'occasion pour adresser ses vifs remerciements à l'Agence France Volontaire, à M. l'Ambassadeur de France au Togo et au PNUD pour leur implication, appui constant et indéfectible au programme de volontariat du Togo. Occasion pour elle de rappeler aux jeunes volontaires que le Togo est fier d'eux, car à travers leur action remarquable et leur valeur universelle qu'ils incarnent à savoir l'engagement, le respect et la solidarité, ils rendent la société plus humaine.

AGBE

Cœuvre de bienfaisance à l'endroit des personnes handicapées : **La BIDC offre un lot de tricycle et de fauteuils roulant à CNAO**

Dans le cadre de son quarantième anniversaire, la BIDC pour marquer l'évènement a fait don de tricycles et des fauteuils roulants au Centre National d'Appareillage Orthopédique (CNAO). La cérémonie de remise de ce don s'est déroulée le 03 décembre dernier à CNAO en présence du représentant du directeur général de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), de la directrice du Centre National d'Appareillage Orthopédique ainsi que les représentants des organisations des personnes handicapées.

Composé de 30 aides tech-

niques dont 15 tricycles et 15 fauteuils roulants, ce don de la banque sous régionale témoigne de l'importance et de l'attachement que tous le personnel de la BIDC porte à l'intention des personnes vivants avec un handicap. Evalué à plus de quatre millions de francs CFA, ce don facilitera la mobilité des personnes handicapées qui sont confrontées à d'énormes problèmes.

Heureux d'avoir reçu ce don de la part de la BIDC, Mme Akuwa BOWESSIDJOWOU n'a pas manqué d'adresser ses vifs remerciements à la direction générale de la BIDC et au gouvernement du Togo qui ne ména-

gent aucun effort en ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie des personnes handicapées. Tout en leur exprimant la reconnaissance du CNAO, elle a promis d'en faire bon usage.

A l'endroit d'autres donateurs et partenaires en occurrence d'autres banques de la place, elle a formulé le vœu qu'ils puissent eux aussi emboîter le pas à la BIDC en venant en aides à cette couche sociale qui continue toujours par être marginalisée et dont la demande est de trois cents à cinq cents personnes par ans.

Elom

Avancée dans la téléphonie au Togo :

Le groupe Togo Telecom-Togo Cellulaire pour mieux servir les clients

Ouvert le 20 novembre dernier, la 12ème foire internationale de Lomé a fait parler d'elle avec différentes activités, journées et conférences qui se succèdent. Toujours présent à toute les éditions, Togo cellulaire leader de la téléphonie mobile au Togo s'est rapproché plus de sa clientèle lors de sa journée. Célébrée le samedi 28 novembre, cette journée a permis d'informer le public sur la nouvelle vision du Groupe Togo télécom et Togo cellulaire et sur les nouvelles offres des deux sociétés.

Pour marquer l'évènement, on notait la présence des deux directeurs marketing à savoir M. Laurent KOUFESSI de Togo cellulaire et de M. AMEDON Steven de Togo Telecom tous deux accompagnés du Directeur Général de CETEF.

La particularité de cette 12ème foire est qu'au niveau du pavillon Oti s'est installé le groupe Togo Telecom-Togo cellulaire avec un très joli stand aux couleurs des deux grandes sociétés.

Deux sociétés qui se retrouvent ensemble avec différentes gammes de produits (mobile comme fixe), et différentes offres ADSL et 3G.



Les responsables de Togocel (g), Togo Télécom (milieu) et du CETEF (dt)

C'est dire aujourd'hui que ces deux sociétés ont trouvé opportun de rendre plus visible les avancées de la technologie en matière de communication pour satisfaire les divers besoins de leurs clients.

Selon les directeurs marketing de Togo Telecom, les ADSL sont des offres qui consistent à accéder facilement aux services internet avec une baisse globale. Car ces offres ADSL peuvent être obtenues aujourd'hui avec 34000f pour 1 méga amélioré contrairement à ce qui se faisait avant, où l'on dépensait 74 000f pour 1 méga.

C'est un long travail qui a été

fait en amont pour que les offres ADSL à la maison ne soient plus de l'internet mais un outil qui profitera surtout aux élèves, aux parents, tout en améliorant les performances des enfants et des professionnels.

Pour les prochaines semaines, ils ont promis d'aller de maison en maison dans les contrées les plus reculées pour annoncer à la population que le groupe Togo Telecom-Togo Cellulaire restera plus proche d'eux en leur apportant toute les qualités nécessaires. Le groupe Togo Telecom-Togo Cellulaire compte mieux servir désormais



Visite du stand de Togocel à la Foire

pour le développement du pays. Notons que cette journée a été marquée aussi par une animation podium sur l'esplanade du site de

la foire suivie de remise de différents prix et gadgets.

Junior

Enfants migrants non accompagnés en Afrique de l'Ouest :

Le Togo s'engage dans la lutte contre le phénomène

Le lundi 1er décembre dernier s'est tenue à l'hôtel Eda Oba un déjeuner de travail entre le Comité de coordination Actions en Faveur des Enfants en Mobilité, le ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation, les partenaires techniques et financiers ainsi que quatre autres ministères tous impliqués dans la protection de l'enfant au Togo. Il s'agit notamment du ministère de la sécurité et de la protection civile, celui des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine, le ministère de la justice et celui de la fonction publique.



Photo de famille

Ouverte par Mme Tchabinandi KOLANI-YENTCHARE ministre en charge de la protection des enfants, cette rencontre a permis de renforcer le plaidoyer pour une bonne protection des enfants en mobilité au Togo.

Organisé dans le cadre du projet sous régional de protection des enfants migrants non accompagnés en Afrique de l'Ouest et exécuté depuis 2013 dans cinq pays de l'Afrique de l'Ouest (Burkina, Mali, Guinée Conakry, Bénin et le Togo), ce projet a été financé par l'Union Européenne à travers Terre des hommes et porte notamment sur le renforcement de capacités, la protection communautaire et celui de plaidoyer. Au cours de ce plaidoyer et dans l'intérêt supérieur de tous les enfants Togolais, le Comité de Coordination des Actions en Faveur des Enfants en Mobilité

(CCAEM) n'a pas manqué de solliciter auprès de l'Etat Togolais, un engagement politique affirmé et soutenu de protection des enfants en mobilité à travers des actions suivantes : l'intégration de la mobilité et de l'accompagnement protecteur des enfants dans la politique nationale de protection des enfants au Togo, dans l'accord bilatéral sur la traite entre le Togo et le Gabon, dans le protocole tripartite Togo, Benin, Nigeria et dans les autres accords bilatéraux et multilatéraux en cours et au futur ; l'adoption de l'accompagnement protecteur des enfants comme modèle. Comme l'intérêt supérieur de l'enfant a toujours guidé toutes les actions du gouvernement Togolais, Mme la ministre a au nom du gouvernement rassuré le CCAEM que c'est tout un arsenal juridique et d'autres actions pertinentes qui sont mis en œuvre pour garantir la protection et l'épanouissement des enfants.

Vue que le bien-être des enfants reste un souci qui les préoccupe, elle a invité tous les acteurs à s'y impliquer afin qu'ils puissent arriver à conjuguer leurs efforts et fédérer leur énergie pour que ce pari de création d'un environnement propice pour l'épanouissement des enfants soit gagné.

Kodjovi

Forum de la PréCOP21 de la jeunesse francophone sur les changements climatiques tenu à Lomé :

L'AJVSME salue l'initiative et remercie les partenaires

Les 19 et 20 novembre dernier s'est tenu à Lomé le forum de la PréCOP21 de la jeunesse francophone sur les changements climatiques. Une initiative salubre de l'Association des Jeunes Volontaires au Service du Monde Environnemental. Pour remercier tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à la réussite de ce forum, les premiers responsables de ladite association ont organisé le 26 novembre dernier à la salle CEDEAO de CASEF une conférence de presse qui a regroupé les journalistes, les membres et les partenaires financiers.



La table d'honneur

Venus du Benin, de la Côte d'Ivoire, de la Centrafrique, du Gabon, de la Guinée Conakry, du Niger, du Sénégal et du Togo, les participants à ce forum de deux jours ont développé différents thématiques sur le changement climatique.

Des thématiques qui ont permis à la jeunesse Togolaise en particulier et celle francophone en général de trouver des solutions aux questions environnementales et climatiques. Très honoré par la réussite de ce forum, le président de l'AJVSME M. Elom Koukou BAYITA n'a pas manqué d'adresser ses sincères remerciements

aux ministres en charges de la jeunesse d'une part et celui de l'environnement d'autre part pour leur engagement aux côtés des jeunes francophones sur les questions liées aux changements climatiques.

Il a profité de l'occasion pour adresser ses mêmes remerciements à la Représentante Résidente du Programme des Nations Unies pour le Développement au Togo pour son appui financier, ainsi qu'au directeur de l'Agence Nationale de Gestion de l'Environnement (ANGE).

Pour le Représentant Résident Adjoint du PNUD, l'organisation de ce forum est une initiative à

encourager dans la mesure où elle contribue aux actions de mobilisation, de sensibilisation et d'éducation des jeunes sur les bonnes pratiques de lutte contre le changement climatique. Il trouve que si la ratification de l'accord de Kyoto est en soit une excellente chose, force est de constater que cela ne suffit pas. Il faudra donc mettre des actions en synergies, plus concrètes et concertées.

A la fin de ces deux jours d'échange, des recommandations sur les changements climatiques en prélude de la COP21 ont été proposées aux autorités et aux partenaires.

Agbé

**PORT DE BADGE OBLIGATOIRE
AUX BUREAUX DES DOUANES A
PARTIR DU**

1ER JANVIER 2016

POUR TOUTE INFORMATION VEUILLZ CONTACTER
LE CENTRE D'APPEL DE L'OTR AU **0201**



FEDERER POUR BATIR
www.cfr.lg